

## Conférence internationale de haut niveau de soutien au développement du Mali

Note conceptuelle – 25.03.2013

*Une conférence internationale de haut niveau pour le soutien et le développement du Mali, co-présidée par l'Union européenne et la France, sera organisée à Bruxelles le 15 mai 2013.*

*Cette conférence de donateurs vise à dégager des priorités d'action pour les Maliens et la communauté internationale, à fédérer et à coordonner l'appui au développement du Mali pour 2013-2014.*

*La présence du Président du Mali, du Président de la République française et du Président de la Commission européenne est confirmée.*

### Contexte

Le Mali est au cœur de la crise de sécurité et de développement qui affecte la région du Sahel.

Le Président malien par intérim et le gouvernement de transition se sont assignés deux objectifs fondamentaux, à savoir le rétablissement de l'intégrité territoriale du pays et l'organisation d'élections libres et transparentes. L'intervention militaire internationale en soutien aux forces armées maliennes engagées dans la lutte contre le terrorisme, l'adoption en janvier 2013 d'une Feuille de route pour la transition par les autorités légitimes du Mali et le processus de transformation de la Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) en opération des Nations Unies créent un contexte nouveau dans le cadre duquel les objectifs de la communauté internationale, tels qu'énoncés notamment dans les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, sont:

- (a) le soutien au plein rétablissement de l'ordre constitutionnel sur la base de la Feuille de route pour la transition qui prévoit notamment l'organisation d'élections présidentielles et législatives pacifiques, crédibles et sans exclusive en 2013 ainsi qu'un dialogue national inclusif.
- (b) le soutien au rétablissement de l'autorité de l'Etat et de l'Etat de droit sur l'ensemble du territoire malien dans le respect de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Mali et le soutien à l'éradication des groupes affiliés aux organisations criminelles et terroristes.
- (c) le soutien, dans ce cadre, au rétablissement par le Mali de tous les services publics et notamment des services de base à travers la mise en œuvre d'une stratégie prévoyant des actions de court, moyen et long termes.
- (d) le soutien au retour dans la dignité et dans la liberté des personnes réfugiées et déplacées.
- (e) le soutien à la relance d'une dynamique de développement économique et social qui constituera un vecteur fondamental à la résolution de la crise de sécurité et de développement dans la région du Sahel et au Mali en particulier.

Suite à l'adoption par l'Assemblée nationale malienne de la Feuille de route pour la Transition le 29 janvier dernier, l'Union européenne a décidé de reprendre graduellement son aide au développement au Mali.

Dans ces circonstances, l'Union européenne et la France ont proposé aux autorités maliennes de faciliter l'organisation de la table ronde des bailleurs prévue par la Feuille de route, et qui

prendra la forme d'une conférence internationale de haut niveau de soutien au développement du Mali.

### **Objectifs de la Conférence**

La conférence internationale répond au constat partagé par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qu'il n'y aura pas de développement au Mali sans sécurité et pas de sécurité sans développement économique et social du pays.

La conférence vise à fédérer et coordonner l'appui de la communauté internationale au développement du Mali pour la période 2013-2014. La présentation par les autorités maliennes des axes de développement prioritaires permettra d'aligner les programmes de soutien au développement du Mali élaborés et mis en œuvre par les acteurs nationaux et internationaux gouvernementaux et non-gouvernementaux engagés au Mali.

Cet évènement sera ouvert aux bailleurs bilatéraux et multilatéraux, Etats et institutions internationales.

### **Mobilisation autour d'un plan d'action 2013-2014**

Le gouvernement malien présentera un document stratégique 2013 / 2014, basé sur la stratégie actuelle de développement national pluriannuel (CSCR 2012-2017), couvrant les dimensions politiques, économiques, sociales et environnementales. Ce document s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route pour la transition.

Les délégations invitées recevront une version préliminaire du document stratégique malien, afin de pouvoir préparer leurs engagements et d'être en mesure de faire des annonces fermes au cours de la conférence.

Ce document sera basé sur une évaluation des besoins et des dommages économiques et sociaux provoqués par la situation prévalant depuis un an, y compris dans le domaine des infrastructures et de l'agriculture. Il présentera une analyse des vulnérabilités structurelles et des facteurs de résilience du pays et il identifiera les besoins de financement de court et moyen terme.

Au-delà des enjeux immédiats liés à l'aide humanitaire, à la sécurité des populations, au rapatriement volontaire et à la réinstallation des personnes réfugiées et déplacées, et de la restauration des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire, il conviendra de définir des actions de soutien dans des domaines prioritaires tels que l'appui à la décentralisation et le développement équilibré du territoire, la justice, l'Etat de droit, la gestion des finances publiques, l'appui au secteur privé, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'emploi, les transferts de migrants, l'adaptation au changement climatique, l'éducation, la santé et la culture.

Dans un souci d'appropriation et d'alignement de l'aide, la conférence offrira l'occasion aux partenaires du Mali de soutenir le plan d'action de façon prévisible et coordonnée, dans l'esprit de la programmation conjointe initiée avant la crise.

En complément des financements publics nationaux et internationaux, une attention particulière sera accordée à la mobilisation des ressources nationales du secteur privé et de la

diaspora pour appuyer la relance de l'économie, levier pérenne et endogène de sortie de la pauvreté.

Enfin, la conférence accordera toute sa place à la dimension régionale de la réponse de la communauté internationale, en proposant des opportunités de coopération régionale.

### **Préparation/Modalités pratiques**

- **Les organisateurs:** l'Union européenne et la France, en étroite coordination avec le Mali.
- **Date :** le 15 mai 2013
- **Lieu:** Siège de la Commission européenne à Bruxelles.
- **Invités :** Chefs d'État et/ou Gouvernements, Ministres et hauts représentants.
- **Rencontre préliminaire:** Réunion de hauts fonctionnaires (à Paris, 3 mai 2013).

### **Evènements préparatoires:**

En préparation de la conférence, une série d'événements sera organisée pour permettre aux acteurs non-gouvernementaux du développement de structurer des réflexions sur l'avenir du Mali et dégager des conclusions qui seront présentées pendant la conférence des donateurs.

- Réunion relative à la coopération décentralisée à Lyon, 19 mars 2013
- Réunion de haut niveau sur le rôle des femmes dans le Sahel à Bruxelles, 9 avril 2013
- Réunion de la diaspora malienne à Montreuil, 10 avril 2013
- Réunion des organisations de la société civile à Bamako, 25 avril 2013
- Réunion des représentants du secteur privé à Bamako, avril 2013

### **Supports documentaires pour la Conférence :**

- Document stratégique 2013-2014
- Feuille de route pour la transition
- Document CSCRP 2012-2017
- Plan de financement du Programme d'actions d'urgence
- Rapports des conférences sectorielles organisées sur les thématiques Collectivités Territoriales, le rôle des femmes dans le Sahel, Diaspora, Société Civile et Secteur Privé

### **Informations administratives**

Les délégations sont priées de bien vouloir confirmer leur participation et leur composition (1+1 en salle principale / +2 en salle d'écoute) à l'adresse email suivante [EUROPEAID-CONFERENCE-MALI@ec.europa.eu](mailto:EUROPEAID-CONFERENCE-MALI@ec.europa.eu)

Des points d'information sur les aspects protocolaires et logistiques de la conférence seront organisés prochainement à l'usage des représentants désignés de ces délégations à Bruxelles.